

Relations internationales

2. Questions mondiales

Philippe Moreau Defarges

Relations internationales

2. Questions mondiales

Huitième édition refondue et actualisée

Éditions du Seuil

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION
ÉDITORIALE DE JACQUES GÉNÉREUX

ISBN 978-2-0212-9307-4, tome 2, 8^e édition

(ISBN 2-02-015382-3, tome 2, 1^{re} publication, 1993 ;
2^e édition, 1994 ;

ISBN éd. complète, 2-02-019448-1 ;

ISBN 2-02-032219-6, tome 2, 3^e édition, 1997 ;

ISBN 2-02-040430-3, tome 2, 4^e édition, 2000 ;

ISBN 2-02-056494-3 tome 2, 5^e édition, 2002 ;

ISBN 2-02-067612-5, tome 2, 6^e édition, 2004 ;

ISBN 978-2-7578-0404-9, tome 2, 7^e édition, 2007)

© Éditions du Seuil, 1993, 1994, 1997,
2000, 2002, 2004, 2007 et avril 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Le monde depuis 1945

1945. La Seconde Guerre mondiale s'achève.

– Elle consacre la *défaite de l'Europe*. Des Grandes Découvertes aux deux conflits mondiaux, l'Europe, notamment par la colonisation, crée et dirige un système planétaire. Elle constitue le cœur des circuits mondiaux, même pour l'Amérique isolationniste (doctrine de Monroe, 1823). Or l'Europe ne cesse de se déchirer. En 1945, l'Allemagne nazie est défaite par la Grande Alliance, dominée par les États-Unis et l'Union soviétique ; le Royaume-Uni, la « grande puissance » européenne qui s'est battue contre le Reich hitlérien de 1939 à 1945, n'est que le troisième pilier, très affaibli, de la coalition. L'Europe reste le centre des relations internationales, non parce que ses États décident de la paix ou de la guerre mondiales, mais parce qu'elle est partagée entre les armées des deux vainqueurs essentiels. L'équilibre européen est mort, remplacé par un face-à-face américano-soviétique.

– La défaite de l'Europe (ou son incapacité à résoudre par elle-même ses antagonismes) implique *la fin des empires coloniaux*. Ceux-ci ont été périodiquement ébranlés par des révoltes. Mais l'Européen demeurait le plus fort. Or, en Asie du Sud-Est, les victoires du Japon – nation « jaune » – en 1942 confirment que le Blanc n'est pas invincible (comme l'a annoncé la guerre russo-japonaise, en 1904-1905).

– Du point de vue idéologique, la période 1917-1945 oppose trois conceptions : le libéralisme (France, Grande-Bretagne,

États-Unis); le marxisme-léninisme (Union soviétique); et les fascismes (Italie, Allemagne...). À la veille de la guerre, la démocratie parlementaire est perçue comme un régime décadent; l'Allemagne de Hitler et l'Union soviétique de Staline incarnent l'avenir, l'Europe étant, semble-t-il, condamnée à choisir entre l'une ou l'autre. Mais les fascismes sont éliminés par la guerre, et l'affrontement se déroule désormais entre libéralisme et communisme.

Les relations internationales depuis 1945 s'organisent à partir de ce paysage (défaite et partage de l'Europe, émancipation du monde non occidental, lutte planétaire entre libéralisme et communisme). Les années postérieures à 1945 s'articulent autour de quatre fils directeurs, distincts, autonomes et néanmoins liés.

a) L'antagonisme Est-Ouest

À la fin des années 1940, le « conflit du siècle » entre le libéralisme et le communisme dresse l'un contre l'autre deux champions – les États-Unis, l'Union soviétique –, chacun se constituant et dirigeant un camp. L'enjeu est la planète. Pendant environ quarante ans, cette lutte imprègne l'ensemble des rapports interétatiques. En 1989-1991, cette partie s'achève. Le camp socialiste disparaît (effondrement des régimes d'Europe de l'Est, en 1989); l'Union soviétique – son chef – se convertit, elle aussi, aux valeurs de l'adversaire occidental, pluralisme, libre entreprise, marché, puis est à son tour liquidée en décembre 1991; ne subsistent que des forteresses, souvent disloquées par le ralliement aux pratiques capitalistes (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba).

La période 1945-1989 trouve donc une unité dans ce face-à-face Est-Ouest. Celui-ci, durant ces décennies, est peu à peu perçu comme une structure permanente du système international. Or ce n'est qu'une parenthèse, qui apparaît comme telle avec les bouleversements de 1989.

b) La démocratisation de la puissance

Le système Est-Ouest repose sur la bipolarité États-Unis-Union soviétique. Tel est du moins le principe; la réalité a toujours été plus complexe (par exemple, au moment de la détente, dans les années 1972-1979, s'esquisse une formule triangulaire

États-Unis-Union soviétique-Chine). Depuis la fin des années 1940, la tendance multipolaire – c'est-à-dire la multiplication des pôles de puissance – s'inscrit dans des processus très divers : la fin des empires coloniaux, l'émancipation du Sud ; la reconstruction et la croissance du Japon et de l'Europe occidentale ; l'industrialisation des pays du tiers monde... Ces phénomènes de multipolarité ne constituent en rien des processus continus, cohérents. Le jeu de la puissance, essentiellement euro-américain au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, se mondialise. Inde, Chine, Égypte, Iran, Brésil, ces pays, parmi d'autres, se lancent, avec des moyens très différents et des résultats très variables, dans cette course pour la puissance. En outre, celle-ci se transforme. Dans un monde ayant la guerre pour horizon, la puissance ultime, la vraie puissance est celle des armes. Depuis 1945, notamment du fait de l'arme nucléaire – rendant très incertain tout calcul stratégique –, les rivalités, au moins entre pays du Nord (États-Unis, Union soviétique, Europe, Japon), se font compétitions – compétition idéologique entre l'Est et l'Ouest, des années 1950 aux années 1980 ; compétition technico-économique entre les États-Unis, le Japon, l'Europe occidentale et aussi les pays dits émergents... ; ce qui, ici, est déterminant, c'est le dynamisme économique. D'où la coexistence de plusieurs hiérarchies de puissance, soit se complétant, soit se contredisant, les unes politico-militaires, les autres économique-financières.

c) L'explosion des interdépendances

Multipliation des échanges de toutes sortes, du commerce au tourisme, des investissements aux informations ; globalisation de la concurrence, tendent à faire de la terre un seul marché ; accroissement des communications, formation de réseaux mondiaux ; prise de conscience de problèmes planétaires (environnement) ; etc. Il existe bien un système économique et financier mondial, dont l'une des plus frappantes matérialisations réside dans l'interconnexion des Bourses. Ces évolutions élargissent l'autonomie de certains acteurs – grandes entreprises condamnées à raisonner à l'échelle de plusieurs marchés, individus – et à l'inverse soulignent les contraintes entravant les États (porosité des frontières, efficacité affaiblie ou abandon des instruments de contrôle – police, monnaie... –, omniprésence de l'environnement international sanctionnant notamment les erreurs écono-

miques). Désormais, les moyens d'information retransmettent en direct (ou presque) tous les événements (même les répressions, que les dictatures laissent « généreusement » filmer); la télévision, loin de constituer un outil neutre, « objectif », est un enjeu que chacun (journalistes, gouvernants, terroristes...) cherche à manipuler. Bref, la terre se change en une immense scène de théâtre; le spectacle se déroule vingt-quatre heures sur vingt-quatre; l'humanité est à la fois acteur et public.

d) Les États-Unis, Rome du xx^e siècle

Avec l'effondrement de l'Union soviétique et, au-delà, l'échec des modèles socialistes, les États-Unis s'imposent comme une puissance à part, rassemblant entre leurs mains tous les atouts : créativité technologique, vigueur économique, rayonnement culturel et enfin capacités militaires exceptionnelles. Les États-Unis sont bien seuls et uniques dans leur catégorie. Pour la première fois, dans l'histoire du monde, un État dominerait toute la planète (Rome ne régnait que sur la Méditerranée). Les États-Unis s'imposent donc comme le grand gardien de l'ordre mondial.

Mais la terre entière n'est en rien un empire américain. De nombreux peuples (Chine, Inde...) revendiquent le droit à leur puissance et ne se reconnaissent en aucune manière subordonnés à l'Amérique. De plus la mondialisation, en faisant de la planète un espace d'intense circulation, de comparaison permanente, produit des dangers nouveaux : comme l'illustrent les attentats du 11 septembre 2001, et, depuis 2003, l'enlisement des États-Unis en Irak, des individus, des groupes, des bandes peuvent mobiliser des ressources considérables, des moyens redoutables de destruction, et frapper n'importe quand n'importe où au nom de n'importe quelle cause.

Tels sont les grands traits du paysage international depuis 1945. Cinq phases se succèdent : la guerre froide (1945-1953) (I); la coexistence pacifique (1953-1968) (II); la détente (1969-1979) (III); l'agonie de l'ordre Est-Ouest (1979-1989) (IV); les équilibres géopolitiques planétaires bouleversés (1990-2003) (V).

*
* *

I. LA GUERRE FROIDE (1945-1953)

Les années 1945-1955 – l’après-guerre – se caractérisent par un étrange contraste. D’un côté, les États-Unis jettent les fondements d’un ordre se voulant mondial ; cet ordre n’inclut alors que l’Occident (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon). Cette période marque le début des Trente Glorieuses, de trois décennies d’une croissance économique régulière pour le monde occidental. De l’autre côté, les peuples, à peine sortis des combats, attendent la Troisième Guerre mondiale, la bataille décisive entre les États-Unis capitalistes et l’Union soviétique communiste ; en juin 1950, l’éclatement de la guerre de Corée est perçu comme le premier acte d’une conflagration universelle. Mais celle-ci n’aura pas lieu.

La période se caractérise par trois traits majeurs : l’esquisse, à demi avortée, d’un ordre universel (A) ; la guerre froide en Europe (B) ; l’émancipation de l’Asie, prise, elle aussi, dans l’antagonisme libéralisme-communisme (C).

A. Vers un ordre universel ?

1. La vision rooseveltienne

Les États-Unis sont bien le premier vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont massivement aidé le Royaume-Uni, l’Union soviétique et la Chine. Leur territoire n’a pas été touché par les combats. Arsenal des Alliés, ils ont développé leur force industrielle. À la fin des années 1940, le produit national américain représente environ la moitié du produit mondial.

Les États-Unis sont donc appelés à définir le nouvel ordre mondial : « L’Amérique est la seule grande puissance qui puisse

maintenir la paix dans le monde» (Franklin D. Roosevelt¹). Celui-ci n'a pas oublié l'échec de l'idéalisme wilsonien, en 1918-1919, et l'impuissance de la Société des Nations. Il veut un ordre global (les années 1930 ayant rappelé que prospérité économique et stabilité politique sont indissociables). Ce système reposera sur plusieurs organisations, d'abord les Nations unies (conférence de San Francisco, avril-juin 1945), mais aussi le Fonds monétaire international (conférence de Bretton Woods, juillet 1944), enfin une institution commerciale (projet avorté d'Organisation internationale du commerce, remplacé par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce – GATT –, entré en vigueur en 1948).

Il s'agit d'instaurer un ordre multilatéral, liant les États de la planète par des disciplines communes, fondées sur la démocratie libérale, l'ouverture des frontières, la fixité des taux de change, la convertibilité des monnaies.

En même temps, Roosevelt sait que la paix suppose la préservation d'un consensus entre les vainqueurs. Il pense rallier Staline à sa vision. Le cœur du dispositif sera le Conseil de sécurité des Nations unies, chargé du maintien de la paix. La mise en œuvre de cette responsabilité requiert l'accord des cinq membres permanents du Conseil (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, Chine et France), chacun d'eux disposant – comme l'a réclamé et obtenu, à Yalta, l'Union soviétique – d'un droit de veto pour toutes les décisions autres que de procédure.

Telle est la conception rooseveltienne : une forme de démocratie mondiale, surveillée, gouvernée par un collège de grandes puissances, les États-Unis étant le garant et l'arbitre ultimes.

Les organisations prévues (ONU, FMI, GATT) sont mises en place.

2. Premières fêlures

Mais, la guerre froide se développant, les divergences américano-soviétiques interdisent l'avènement de l'ordre dont elles constituent les instruments.

1. Franklin D. Roosevelt à son fils, dans André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, t. I, *De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée*, Paris, Fayard, 1965 ; rééd., Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1983, p. 261.

- Au sein de l'ONU, États-Unis et Union soviétique s'opposent très vite. L'URSS utilise son droit de veto de manière systématique. Les États-Unis, à partir de 1950, bloquent tout débat sur l'entrée dans l'Organisation de la Chine communiste (qui prendrait le siège de membre permanent, conservé par la Chine nationaliste de Tchang Kaï-chek – Formose, Taiwan).

- L'Union soviétique ne ratifie pas les accords de Bretton Woods, créant le Fonds monétaire international, et ne participe pas au GATT. Pour elle, ces règles et ces mécanismes servent l'hégémonie américaine. L'URSS, avec les démocraties populaires d'Europe de l'Est, édifie son propre système économique, ayant pour principe la planification, la gestion centralisée des échanges (COMECON, 1949).

L'ordre rêvé par Roosevelt ne voit pas le jour. Pourtant, certains de ses éléments existent : une organisation mondiale (ONU) ; un espace économique et monétaire associant seulement les États occidentaux, mais ouvert à tout État adhérant à la liberté des échanges.

B. La guerre froide en Europe

1. De Yalta à la division de l'Allemagne

À Yalta (4-11 février 1945), réunissant Roosevelt, Staline et Churchill, l'esprit de la Grande Alliance contre l'Allemagne nazie survit (les combats n'étant pas terminés) : l'Europe libérée doit être démocratique. À Potsdam (17 juillet-2 août 1945), la méfiance s'est installée entre les vainqueurs ; Truman, qui a succédé à Roosevelt (mort le 12 avril 1945), annonce à Staline que les États-Unis disposent d'une arme d'une puissance de destruction inhabituelle (la bombe atomique).

La fêlure entre les Alliés se produit, dès 1945, à propos du gouvernement de la Pologne, Staline imposant sa solution. Puis vient la rupture à cause de l'Allemagne. Celle-ci doit être administrée collectivement par les commandants militaires alliés. Mais, progressivement, se réalise la coupure entre les zones

occidentales (américaine, britannique, française) d'occupation et la zone soviétique. Pour Moscou, l'Allemagne doit payer ; pour Washington, l'Allemagne doit retrouver une autonomie économique. D'où la réforme monétaire dans la zone américano-britannique (21 juin 1948). L'Union soviétique réplique par une mesure analogue dans sa zone et déclenche le blocus des voies terrestres d'accès à Berlin-Ouest. C'est la première crise de Berlin (juin 1948-mai 1949).

La division de l'Allemagne s'insère dans celle de l'Europe. Le 12 mars 1947, le président Truman définit la politique de *containment*, d'endiguement du communisme. Le 5 juin 1947, c'est le lancement du plan Marshall d'aide à la reconstruction de l'Europe. Le discours s'adresse à l'ensemble du continent ; pour les responsables américains, il est acquis que seuls les pays ouest-européens diront oui à la proposition américaine. La Tchécoslovaquie, intéressée, se fait rappeler à l'ordre par Moscou et obéit. Du 21 au 25 février 1948, c'est le coup de Prague, consacrant la mainmise communiste sur ce pays.

2. *Le rideau de fer normalisé*

En 1949, la division se normalise, s'installe. L'Alliance atlantique, soudant les États-Unis et l'Europe occidentale contre la menace soviétique, est signée le 4 avril ; le bloc de l'Est a lui aussi pris forme (contrôle du pouvoir par les partis communistes dans les pays est-européens). La loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne est votée (8 mai). La riposte soviétique ne tarde pas : une Constitution pour l'Allemagne de l'Est est adoptée le 30 mai.

L'éclatement de la guerre de Corée, en juin 1950, exaspère la crainte d'une attaque soviétique contre l'Europe occidentale. L'Alliance atlantique est renforcée par la constitution d'un commandement militaire intégré. Surtout, non sans vifs débats (affaire du projet de Communauté européenne de défense, 1952-1954), l'Allemagne de l'Ouest est dotée d'une armée et rejoint l'Alliance atlantique en mai 1955. C'est là l'un des motifs de la formation, par l'Union soviétique, d'une structure militaire commune aux États socialistes européens (Pacte de Varsovie, 14 mai 1955).

Le 5 mars 1953, Staline meurt. C'est la fin d'une époque, celle d'un communisme devenu une quasi-religion et organisé comme

une Église. Après le temps du tyran s'annonce celui de l'appareil, de la nomenklatura.

C. L'Asie entre émancipation et guerre froide

1. De la défaite du Japon aux premières convulsions de la décolonisation

Le partage de l'Europe est d'abord déterminé par l'avancée des armées, franco-anglo-américaines à l'Ouest, soviétique à l'Est. En Asie, le paysage est encore plus bouleversé. Les combats se terminent quatre mois après ceux de l'Europe.

Les États-Unis, tirant la leçon des tensions en Europe, décident d'assumer seuls le contrôle du vaincu, le Japon, l'Union soviétique n'étant associée que de manière formelle. C'est le proconsulat du général MacArthur (1945-1951), sous lequel le Japon, anéanti, frappé deux fois par la bombe atomique, renaît, reçoit une Constitution à l'américaine et adopte les valeurs occidentales.

Dans toute l'Asie, les victoires, l'occupation puis le repli des armées nippones ont privé de toute légitimité les empires coloniaux, dont, en outre, les États-Unis et l'Union soviétique veulent la fin. Cependant, la France reprend pied en Indochine et se trouve bientôt enlisée dans une guerre contre le Vietminh, mouvement d'indépendance unissant nationalisme et communisme.

Le Royaume-Uni, épuisé, appauvri par le formidable effort de la guerre, tranche (en dépit des violentes protestations de Churchill, alors chef de l'opposition) : la perle de l'empire, les Indes, devient indépendante, partagée entre deux États, l'Inde et le Pakistan, le 15 août 1947.

Reste la Chine, ravagée à la fois par l'armée japonaise et aussi par la lutte entre les nationalistes (Kuomintang de Tchang Kaï-chek) et les communistes (Mao Zedong). La guerre étrangère à peine finie, la guerre civile reprend. Mao Zedong l'emporte. L'ensemble de la Chine continentale devient communiste.

2. La décolonisation parasitée par la guerre froide

Pour Staline, cette victoire est celle de communistes qu'il méprise – « des communistes en margarine » – et ne contrôle

pas : la Chine populaire s'est enfantée elle-même ! Mao Zedong reste trois mois à Moscou pour négocier laborieusement avec le grand frère soviétique un traité d'alliance et d'assistance mutuelle, finalement conclu le 14 février 1950. Les États-Unis, eux, voient avec la perte de la Chine (qu'ils ont portée à bout de bras tout au long de la guerre contre le Japon) la marée rouge s'étendant à toute l'Asie.

En juin 1950, éclate la guerre de Corée. Ce pays, à la fin du conflit mondial, se retrouve (comme l'Allemagne) partagé, au niveau du 38^e parallèle, entre troupes soviétiques au Nord et troupes américaines au Sud. Toujours comme en Allemagne, deux États se constituent, l'un communiste, l'autre soutenu par les États-Unis. En juin 1950, l'armée nord-coréenne déferle sur la Corée du Sud. Sous le drapeau des Nations unies¹, des forces principalement américaines repoussent l'invasion et remontent en Corée du Nord jusqu'à la frontière de la Chine. Celle-ci, se sentant menacée, envoie des volontaires en masse. Après des combats très durs, le front se stabilise autour du 38^e parallèle. Un armistice est signé à Panmunjom, le 27 juillet 1953 : la Corée s'installe dans sa division.

De même, en ce début des années 1950, la guerre française d'Indochine est attirée dans la logique de l'affrontement Est-Ouest. Le Vietminh de Ho Chi Minh est communiste. Les États-Unis assument la charge financière du combat mené par la France. Après la défaite de Dien Bien Phu, les accords de Genève, le 20 juillet 1954, mettent fin (temporairement) à la guerre. Le Vietnam est divisé en deux États ; la France se retire, les États-Unis lui succèdent au Sud-Vietnam.

II. LA COEXISTENCE PACIFIQUE (1953-1968)

Dans ces années 1953-1968, l'ordre mondial s'organise, non sans crises et guerres, autour du jeu Est-Ouest, dominé par les États-Unis et l'Union soviétique, à la fois adversaires et parte-

1. L'Union soviétique, protestant contre le maintien de la présence de la Chine nationaliste aux Nations unies, boycotte à cette époque les réunions du Conseil de sécurité. Elle ne peut donc exercer son droit de veto.

naires. L'Europe occidentale sort de la reconstruction et, dans le sillage de l'Amérique, s'installe dans la société de consommation, d'abondance. Le camp socialiste, ébranlé, déchiré par des crises profondes (déstalinisation, rupture sino-soviétique), retrouve sa cohésion, du moins en ce qui concerne l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, autour d'un marxisme-léninisme momifié, protecteur des avantages des nomenklaturas. Enfin, la décolonisation atteint l'Afrique, le tiers monde prend la parole. Ces années peuvent être appréhendées sous trois angles : les balbutiements du dialogue Est-Ouest (**A**) ; l'évolution des blocs (**B**) ; enfin, la prise de parole du tiers monde (**C**).

A. Les balbutiements du dialogue Est-Ouest

1. Le dégel

La mort de Staline entraîne le dégel. D'abord en Union soviétique, où le règne brouillon de Khrouchtchev (1953-1964) secoue, à travers la déstalinisation, le système socialiste. Et aussi dans la politique extérieure (armistice en Corée, accords de Genève sur l'Indochine, traité quadripartite réglant la question autrichienne en mai 1955).

En outre, le paysage stratégique connaît une modification radicale. De 1945 à 1949, les États-Unis sont les seuls détenteurs de l'arme nucléaire. Mais, dès 1945, l'Union soviétique s'est, elle aussi, engagée dans la course. Les États-Unis font exploser la première bombe H – la superbombe – en novembre 1952 ; dès août 1953, l'URSS procède à son tour à un essai. De plus, le lancement dans l'espace par l'URSS du premier satellite artificiel – spoutnik –, le 4 octobre 1957, confirme que, désormais, elle est en mesure de frapper le territoire américain par ses missiles. Pour les États-Unis, le choc est brutal : les océans Atlantique et Pacifique leur assuraient une quasi-invulnérabilité ; cet âge est fini. La coexistence pacifique – formule conçue par Lénine, à l'époque de la « nouvelle politique économique » (1921) et reprise par Khrouchtchev – s'instaure : un affrontement nucléaire entre l'Est et l'Ouest provoquerait des ravages irréversibles pour l'humanité ; ce sont donc la compétition entre les deux systèmes (capitaliste, communiste), la comparaison de leurs performances respec-

tives qui désigneront le meilleur (à cette époque, Khrouchtchev annonce la gratuité prochaine des biens et services essentiels en Union soviétique).

Les règles du jeu américano-soviétique se mettent en place à travers des crises successives. En octobre-novembre 1956, la répression par l'Armée rouge de l'insurrection hongroise ne suscite à l'Ouest que des condamnations de principe : chacun est seul maître dans son camp. De même, en novembre, l'opération franco-anglo-israélienne visant à reprendre le contrôle du canal de Suez – nationalisé le 26 juillet par Nasser – et à renverser ce dernier est stoppée par les pressions fermes et convergentes de Washington et de Moscou. La leçon est claire : la responsabilité de l'ordre mondial appartient aux États-Unis et à l'Union soviétique ; le Royaume-Uni et la France ne vivent plus à l'époque où ils avaient la puissance et donc le droit de pratiquer la diplomatie de la canonnière.

2. Premiers frottements du dialogue américano-soviétique

En même temps, États-Unis et Union soviétique s'affrontent. Ainsi, en 1958, Khrouchtchev provoque la seconde crise de Berlin : il réclame pour l'ancienne capitale du Reich le statut de ville libre et demande la signature d'un traité de paix avec les deux Allemagnes – rendant définitive et consacrant la division. Les Occidentaux rejettent les propositions soviétiques. Alors que la première crise de Berlin (1948-1949) a réduit presque à rien les rapports américano-soviétiques, le dialogue se poursuit (le numéro un soviétique fait aux États-Unis un voyage spectaculaire en septembre 1959). La seconde crise de Berlin s'achève, le 13 août 1961, avec la construction du Mur, établissant une frontière étanche entre les deux États allemands. Aucun traité de paix n'est conclu, mais le Mur, en interdisant l'émigration d'Allemands de l'Est vers l'Ouest, consolide la République démocratique allemande, lui donne un début d'existence propre et même de légitimité.

La crise majeure, la crise-tournant est celle des fusées (octobre 1962). L'Union soviétique procède à l'installation de missiles nucléaires à Cuba, qui a basculé dans le camp communiste (prise du pouvoir par Fidel Castro en 1959), mais qui, par sa position géographique, se trouve dans le proche périmètre de sécurité des États-Unis. Devant la gravité du danger, le président

Kennedy envisage toutes les possibilités puis décide la mise en quarantaine de l'île, empêchant l'arrivée des bateaux soviétiques. Après une tension extrême, la crise se dénoue : l'Union soviétique met fin à son opération (les États-Unis confirment, de leur côté, le démantèlement de leurs missiles installés en Turquie, à la frontière soviétique).

De cette crise naissent les fondements de la concertation américano-soviétique. En 1963, afin d'assurer une communication directe, constante entre les deux responsables suprêmes, un télétype rouge relie la Maison-Blanche et le Kremlin. En outre, les États-Unis (suivis par l'allié « spécial », le Royaume-Uni) et l'Union soviétique mettent sur pied les deux traités de base visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires (traité de Moscou interdisant les explosions dans l'atmosphère, 5 août 1963 ; traité de non-prolifération nucléaire, 1^{er} juillet 1968). En faisant de l'atome le premier axe de leur rapprochement, les deux supergrands marquent leur volonté de garder un monopole sur l'instrument le plus puissant de destruction (en juin 1959, l'Union soviétique a mis fin à sa coopération nucléaire – démarrée en octobre 1957 – avec la Chine populaire ; quant aux États-Unis, ils se montrent vite hostiles à la constitution par la France d'une force de frappe indépendante).

B. Les blocs

Le bloc rassemble des États partageant les mêmes valeurs et unis politiquement et militairement sous la direction d'une superpuissance. Les deux blocs (occidental, soviétique) existent, se définissent l'un contre l'autre. Cependant, chacun obéit aussi à une logique spécifique qui tient à ses caractères propres. Schématiquement, le camp atlantique reste une réponse à une menace précise, celle de l'Union soviétique, tandis que le camp socialiste se perçoit comme une forteresse assiégée.

1. Le camp occidental

La guerre froide exigeait et justifiait l'unité monolithique du bloc face à l'ennemi. Avec le relâchement des tensions, les

premiers pas du dialogue Est-Ouest, les désirs d'autonomie se réveillent, incarnés, dans les années 1960-1968, par la France gaullienne. De Gaulle, tout en maintenant l'appartenance de la France au camp atlantique, revendique une politique militaire et étrangère propre : édification de la force de dissuasion, retrait de l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique (1966), dépassement des blocs en promouvant « l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural ». Les États-Unis supportent mal cette contestation.

Par ailleurs, la construction européenne se développe et se consolide. La Communauté à six (France, Allemagne fédérale, Italie, Benelux), amorcée en 1951 (traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier), naît pleinement avec la création du Marché commun (traité de Rome, 1957).

Les États-Unis soutiennent, encouragent l'unification de l'Europe occidentale. Pour eux, elle doit être l'une des deux composantes d'une communauté euro-américaine, d'« une association [*partnership*] atlantique concrète ». Ainsi, le 4 juillet 1962 à Philadelphie, le président Kennedy formule-t-il la théorie des deux piliers : l'union européenne doit s'inscrire dans un ensemble dirigé par les États-Unis. En particulier, alors que la Communauté économique européenne prend à peine forme, l'Amérique propose et obtient, au sein du GATT, une grande négociation (Kennedy Round, 1964-1967) : elle a pour objectif la constitution d'une zone atlantique de libre-échange, sa conséquence majeure étant de priver la Communauté d'une identité économique spécifique. Finalement, la négociation ne se traduit que par des résultats commerciaux (abaissments de tarifs douaniers), et la Communauté se trouve reconnue comme pôle économique spécifique.

Le camp occidental reste uni, l'autorité américaine peu contestée. Seule la France émet une voix discordante. L'Allemagne fédérale, dont la coopération avec la France se fait plus étroite (traité de l'Élysée, 23 janvier 1963), demeure « le meilleur élève de la classe atlantique », l'allié discipliné de Washington. Pourtant, dans les années 1966-1969, mûrit la politique à l'Est, l'*Ostpolitik*.

2. Le camp socialiste

La mort de Staline marque, pour le camp et le mouvement communistes, la fin de l'unité absolue sous la direction de

Moscou. En juin 1953, des émeutes ouvrières éclatent à Berlin-Est ; elles sont durement écrasées.

La cassure est provoquée par la déstalinisation. Lors du XX^e congrès du Parti communiste soviétique, le 25 février 1956, Khrouchtchev, dans un rapport secret, dénonce les crimes de Staline. Le choc est terrible ; pour les communistes, commence le temps du doute, de la désillusion. En outre, la déstalinisation, au lieu de susciter un examen en profondeur du passé et du socialisme, tourne court. En Europe de l'Est, en 1956, contre Moscou, l'Octobre polonais conduit au retour au pouvoir de Gomulka, emprisonné par Staline. Mais, en Hongrie, l'avènement d'un gouvernement largement représentatif et national, décidant notamment la sortie de ce pays du Pacte de Varsovie, s'achève par l'intervention des chars soviétiques.

La déstalinisation enclenche le processus de rupture sino-soviétique. En 1950, la Chine de Mao Zedong, détruite, isolée, s'est soumise à Staline. Celui-ci mort et rejeté, la subordination à une Union soviétique révisionniste devient insupportable. En 1959, Moscou rompt la coopération nucléaire entre les deux États. En 1960, les experts soviétiques en Chine sont rappelés. Dans les années 1960, la querelle se déchaîne.

La Chine, allant de convulsion en convulsion (Grand Bond en avant, 1958-1962 ; Révolution culturelle, 1966-1976), se veut le porte-parole d'un marxisme-léninisme authentique, d'un tiers monde en lutte contre le premier monde, c'est-à-dire les États-Unis et l'Union soviétique. Celle-ci cherche en vain à obtenir la condamnation de la Chine par le mouvement communiste international (conférence des 81 partis communistes en 1960, conférence des 75 partis en 1969). En 1969, la rupture, l'antagonisme se normalisent. En mars 1969, des combats éclatent à la frontière des deux pays. L'URSS envisage, semble-t-il, un bombardement nucléaire sur les installations militaires et industrielles chinoises, mais y renonce, les États-Unis faisant clairement savoir leur hostilité radicale à l'encontre d'une telle opération. Le 11 septembre 1969, Zhou Enlai et Kossyguine se rencontrent à l'aéroport de Pékin. Les deux États s'installent dans une hostilité pacifique.

En Europe orientale, intervient également la normalisation. En août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie, mettant fin au printemps de Prague, tentative de « socialisme à visage humain ». C'est la doctrine Brejnev. La notion de communauté socialiste, liant l'Union soviétique et l'Europe de

l'Est, implique que chaque parti communiste, chaque démocratie populaire est responsable devant son peuple mais aussi devant tous les autres pays socialistes. Lorsqu'un État dévie (comme la Tchécoslovaquie en 1968), la Communauté a le droit et même le devoir d'intervenir – notamment par la force – afin de rétablir sa cohésion.

Le camp socialiste, amputé de la Chine populaire, se ressoude autour d'une orthodoxie figée. L'ordre règne à Prague. D'où un bref temps d'arrêt pour la détente Est-Ouest. Dès 1969, le processus se remet en marche.

C. La prise de parole du tiers monde

1. *Bandung*

La conférence de Bandung (Indonésie, 18-24 avril 1955) marque la prise de parole des peuples de couleur, de l'afro-asiatisme. L'Asie et le Moyen-Orient sont décolonisés, l'Afrique est à son tour entraînée dans ce bouleversement. En septembre 1961, le mouvement des non-alignés, regroupant alors vingt-cinq États, est créé à Belgrade.

Le tiers monde apparaît comme une masse indifférenciée, unie par le nombre, la misère, le traumatisme de la colonisation, la revendication d'indépendance et enfin la lutte contre l'impérialisme. Il s'agit d'abord d'exister, de se faire reconnaître. D'où le poids des symboles : victoire du Vietminh sur l'armée française à Dien Bien Phu (mars-mai 1954) ; nationalisation du canal de Suez par Nasser (26 juillet 1956) ; guerre du Vietnam (1963-1975), opposant la pauvreté, la frugalité (Nord-Vietnam), à l'arrogance, à l'industrie des États-Unis.

Le tiers monde, ou plutôt la partie qui parle, se veut révolutionnaire. En janvier 1966, se réunit, à La Havane, l'Organisation continentale de solidarité des peuples, la « Tricontinentale ». Les *focos* (Che Guevara), les foyers révolutionnaires, les Vietnams doivent se multiplier. En fait, dès la seconde moitié des années 1960, la plupart des porte-parole de cette vision apocalyptique sont balayés.

Comprendre la Constitution européenne
Éditions d'Organisation, 2004

Constitution européenne Voter en connaissance de cause
Éditions d'organisation, 2005

Où va l'Europe ?
Eyrolles, 2006

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2010. N° 102206 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE